



MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE

COMMUNE DE CHEVENOZ

-

60 route d'Abondance - 74500 CHEVENOZ

Tél : 04 50 72 20 79

mail : mairie@chevenoz.fr

**MAITRISE D'ŒUVRE :
AMENAGEMENT ET REHABILITATION DE L'ANCIENNE
FRUITIERE DE CHEVENOZ EN TIERS LIEU**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 27 mai 2024 à 17:00

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable.....	5
2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.2 - Contrôle technique	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire	7
6.2 - Visites sur site	7
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7.1 - Transmission électronique	9
7.2 - Transmission sous support papier.....	10
8 - Examen des candidatures et des offres	10
8.1 - Sélection des candidatures	10
8.2 - Attribution des marchés	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Récompenses.....	12
10 - Renseignements complémentaires	12
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
10.2 - Procédures de recours	12
11 - Clauses complémentaires.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement et la réhabilitation de l'ancienne fruitière de Chevenoz en tiers lieu.

Actuellement propriétaire du bâtiment, la Commune souhaite missionner un maître d'œuvre pour la réalisation de travaux qui permettront la réhabilitation de l'ancienne fruitière de Chevenoz en tiers lieux - espace convivial

Attention : une visite du site est obligatoire sous peine de rejet de l'offre (voir article 6.2 du présent document).

L'attention des candidats est également attirée sur le souhait du maître d'ouvrage de favoriser la protection de l'environnement à travers la mise en œuvre des techniques de réhabilitation en faveur de l'optimisation énergétique et de l'obtention de certificats d'économie d'énergie sur tous les corps d'état éligibles : isolation, fenêtres, chauffage...), dans le cadre de la poursuite des objectifs posés par la loi Climat et résilience

Lieu(x) d'exécution :

Commune de Chevenoz - Parcelle A 1726

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Les prestations objet de la consultation sont techniquement indissociables.

La prestation est composée d'une mission de base et de missions complémentaires décrites ci-après :

Missions	Désignation
1. Mission de base	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation des documents d'avant-projet (AVP et APD)• Dépôt des dossiers d'autorisation d'urbanisme et obtention du permis de construire en vue du démarrage des travaux• Réalisation d'un dossier projet comprenant les éléments de consultation à destination des entreprises et toute note technique s'y référant (PRO)• Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)• Direction de l'exécution des Travaux (DET) comprenant le VISA des documents fournis par les entreprises.• Les opérations d'Assistance à la Réception des travaux (AOR)

2. Mission complémentaire MC01	Les opérations d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)
3. Mission complémentaire MC02	SSI
4. Mission complémentaire MC03	<p>Etude et suivi du projet sur tous les éléments de la mission de base pour l'intégration de la performance énergétique de l'ouvrage réhabilité, en lien avec la stratégie d'obtention des prime CEE, éléments déterminants du projet et des financements par subvention.</p> <p>Cela implique un travail au niveau de la conception, comme du sourcing des équipements, et des opérateurs économiques de travaux en capacité de répondre à ces exigences.</p> <p>La rédaction des CCTP devra être explicite à cet effet. Le suivi de réalisation et les opérations de réception devront prendre en compte cette objectif,</p> <p>NB : si au terme de la phase étude la faisabilité technique d'économie d'énergie démontre que le seuil d'éligibilité</p>

Phase 02 : Mission optionnelle soumise à clause de réexamen :

En complément des missions relevant de la phase 01, une extension du projet pourrait être déclenchée sous réserve de la procédure d'acquisition foncière, à l'amiable dans un premier temps, et sous le régime de l'expropriation dans le cadre du lancement de la déclaration d'utilité publique. En effet, l'acquisition de la parcelle foncière attenante à l'ancienne fruitière permet une amélioration fonctionnelle du projet, et l'optimisation de l'offre de service.

Il conviendrait alors de réexaminer le projet en tenant compte de cette acquisition. Le présent marché pourrait faire l'objet d'un avenant sous réserve de la décision de l'assemblée délibérante, conformément à l'article R 2194-1 du code de la commande publique. La mission n'est pas à chiffrer au stade de l'offre, cependant, le soumissionnaire devra indiquer des taux de rémunération indicatifs par élément de la mission de base, et de la MC01, en indiquant les critères de détermination de ces taux. Ces taux seront appliqués à l'assiette budgétaire relative à l'extension de la surface du projet.

A ce stade d'avancement des réflexions sur le projet, l'acquisition du foncier supplémentaire pourrait permettre la création de nouvelles ouvertures, d'une terrasse couverte ou pas et d'un parking. Ces hypothèses seront à étudier avant d'être confirmées.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Dans un souci de continuité du service public, les prestations objet de l'accord-cadre ne doivent pas être perturbées par la défaillance de l'un des membres du groupement.

Par ailleurs, le rôle du mandataire du groupement sera assuré par un architecte.

2.3 - Variante facultative

Le projet comprend un espace de cuisine, nécessitant une expertise spécifique en termes de normes, choix des équipements, agencement de la cuisine etc.

Cette mission est hors offre de base. Le candidat pourra proposer un aménagement de la cuisine et du bar incluant les chambres froides et espace de stockage.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

3 - Les intervenants

3.1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est incluse dans les missions de la présente consultation.

3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres et/ou emprunt, subventions.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
 - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières :
 - La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et toute pièce financière qui aura été demandé dans le cadre de la remise de l'offre. le programme de l'opération
 -
 - Le Cahier des clauses techniques particulières
 - Le diagnostic et
 - Le mémoire technique de l'entreprise
- Le certificat de visite

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Une lettre d'intention précisant la perception du candidat du projet

Renseignements concernant la composition de l'équipe :

Chaque équipe de maîtrise d'œuvre comprendra au moins :

Un architecte DPLG , mandataire du groupement

Un ou plusieurs BET spécialisés dans les domaines suivants :

- Economie de la construction
- Thermique
- Electricité, chauffage, ventilation, plomberie, structure,
- Economie d'Energie, énergie renouvelable, construction durable

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-21 du code de la commande publique, le mandataire ne pourra faire partie que d'un groupement d'entreprises.

Les autres cotraitants ne peuvent faire partie de plus de 3 groupements d'entreprises candidats au maximum.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise et des cotraitants éventuels :

Libellés

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et des cotraitants éventuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacun lors des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat et des cotraitants éventuels. Il conviendra de prioriser des prestations de réhabilitation similaires en collectivité, tenant compte de l'intégration paysagère et de l'architecture locale et de la labellisation pays d'art et d'histoire.
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat et les cotraitants éventuels disposent pour la réalisation du contrat
Indication des mesures de gestion environnementale que l'équipe maîtrise pour des missions similaires à celles décrites à la présente consultation

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
Attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou pour les architectes étrangers, preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine, traduite en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (dont la répartition financière détaillée par membre, par tranche et par mission en cas de groupement conjoint et DC4 éventuel)
Une note méthodologique pour chaque étape de la mission. Celle du candidat retenu sera rendue contractuelle. Elle reprendra tous les éléments permettant de noter la valeur technique de l'offre ainsi que les modalités de mise en place de la clause environnementale décrite à l'article 1.4 du CCAP
Les délais d'exécution de chaque élément de mission/ le planning de la mission (avec prise en compte des délais plafonds indiqués dans le CCAP)
Le certificat de visite des locaux obligatoire sous peine de rejet de l'offre

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera rejetée.

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite du site est obligatoire sous peine du rejet de l'offre. Merci de bien vouloir préalablement prendre rendez-vous auprès de Mme VULLIEZ au 04 50 72 20 79 ou par mail à mairie@chevenoz.fr en précisant en objet « visite fruitière ». Les visites auront lieu sur rendez-vous hors jours fériés. Aucune autre visite ne sera possible si la demande intervient après le mardi 21 mai 2024. La mairie sera fermée le vendredi 10 mai

Les questions posées lors de la visite seront prises en notes ainsi que les réponses apportées. L'ensemble des questions et réponses sera ensuite publiées à tous les candidats qui auront téléchargé le dossier de la consultation de manière non anonyme.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-publics.info>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Chevenoz
60 route d'Abondance
74500 CHEVENOZ

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : xls, word, pdf, zip.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Lors du dépôt, chaque pièce devra être nommée ainsi que les pièces composant les éventuels fichiers zip.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est autorisée pour cette consultation.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ouvrir des négociations au regard des offres reçues.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	30.0 %

2-Valeur technique	70.0 %
<i>2.1-Composition, qualifications, compétences et références de l'équipe projet démontrant son aptitude à répondre aux objectifs de la commande</i>	<i>20 points</i>
<i>2.2-Moyens mis en œuvre (humains et techniques) et méthodologie détaillée envisagée pour garantir la prise en compte des besoins, la gouvernance du projet et à assurer la conception du projet, pertinence et cohérence du calendrier</i>	<i>30 points</i>
2.3 <i>-Capacité à prendre en compte l'architecture de la vallée d'Abondance labellisée « pays d'art et d'histoire », à respecter l'intégrité du bâtiment et préserver l'architecture existante, à respecter l'intégration paysagère. -Performances en matière de protection de l'environnement et de développement durable au travers la production d'énergies renouvelables et la prise en compte de la valorisation ou l'économie des ressources naturelles</i>	<i>50 points</i>

Méthode de notation :

1/ Valeur technique : La note technique obtenue est une note sur 100.

Chaque sous critère est noté sur 10 selon le barème ci-dessous auquel est appliqué le coefficient ci-dessus) :

Note 0 : Absence de renseignements techniques, aucune information, thème non abordé, ne répond pas aux exigences

Note de 1 à 2 : Très insuffisant, les informations ne permettent pas de porter un jugement

Note de 3 à 4 : Passable, les thèmes majeurs ne sont pas traités

Note de 5 à 6 : Moyen, généraliste, l'ensemble des attentes est couvert mais explicité sommairement

Note de 7 à 8 : Satisfaisant, correspond "globalement" aux attentes

Note de 9 à 10 : Optimisé, très bon, excellent, correspond parfaitement aux attentes

La note obtenue sur 10 est affectée du coefficient de pondération correspondant

2/ Prix : Le montant de l'offre sera jugé, hors option facultative, hors phase 02 par la mise en œuvre de la formule suivante : (Offre la moins disante / Offre du candidat) x 100

3/ La note globale sur 100 sera calculée de la manière suivante : (30% x note prix) + (70% x note valeur technique)

Détection et traitement des offres anormalement basses :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre détectée comme anormalement basse fera l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes : le représentant du pouvoir adjudicateur demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront, dans un délai déterminé par le pouvoir adjudicateur, à compter de l'envoi de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats ayant remis une offre conforme et ayant obtenue une note d'au moins 50/100 après analyse de l'offre initiale.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Notification du marché : le marché sera ensuite notifié à l'attributaire par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation marches-publics.info ; lorsqu'ils retirent le DCE sur la plateforme de dématérialisation, les candidats fournissent une adresse mail obligatoirement ; la notification du marché sera faite à cette adresse.

9 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-publics.info>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble

2 place de Verdun

BP 1135

38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 51 89 44

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

11 - Clauses complémentaires

Signature des offres :

La signature électronique des offres n'est pas obligatoire au moment du dépôt de l'offre.

Si le candidat retenu souhaite signer électroniquement son offre, il devra posséder une signature électronique avancée, basée sur un certificat qualifié et conforme au règlement européen eIDAS. Un certificat « qualifié » est un certificat délivré soit par un prestataire de service de confiance qualifié

répondant aux exigences du règlement européen du 23/07/2014, soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences de l'annexe I dudit règlement.